

*Local society and global economy*, Siméon Karafolas, Roger Spear, Yohanan Stryjan. Éd. Hellin, Athènes, 2004, 495 p.

Jean-François Draperi

Numéro 292, mai 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1022111ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1022111ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (imprimé)

2261-2599 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Draperi, J.-F. (2004). Compte rendu de [*Local society and global economy*, Siméon Karafolas, Roger Spear, Yohanan Stryjan. Éd. Hellin, Athènes, 2004, 495 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (292), 86–87.  
<https://doi.org/10.7202/1022111ar>

de conflits proches (ex-Yougoslavie) ou lointains, affectant inégalement les pays européens qui octroient parcimonieusement le droit d'asile. L'exemple de Sangatte est rappelé pour montrer la difficulté à mener une politique d'asile cohérente. Outre une synthèse comportant des dimensions critiques sur la politique d'intégration menée en France, ce chapitre contient des informations totalement inédites sur le statut des immigrés dans certains pays proches de l'Union européenne (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Pays-Bas) et dans quelques pays candidats (Pologne, République tchèque, Roumanie, à cause des roms). Ce panorama européen est passionnant, parce que Michel Gevrey a rencontré sur place les responsables politiques ou administratifs concernés et qu'il a su repérer les « bonnes pratiques ». Un autre passage très précieux de ce chapitre concerne le droit de l'asile et de l'immigration en Europe, à travers les divers textes communautaires qui le construisent depuis les accords de Schengen.

Les enjeux et les défis de l'immigration future auxquels est consacré le troisième et dernier chapitre de ce rapport découlent logiquement des approches historique et descriptive qui précèdent. S'appuyant sur les travaux de l'Ined, Michel Gevrey estime qu'un flux migratoire net de 120 000 à 140 000 par an, joint à un niveau de fécondité des femmes françaises qui est le plus élevé d'Europe, permet de maintenir la population en âge actif à horizon de quinze à vingt ans. Ces flux migratoires seront donc très inférieurs à ceux des années 20 ou des Trente Glorieuses et, contrairement aux idées reçues, ils devraient contribuer à réduire le chômage et à pallier nos imprévoyances. L'origine et la structure de l'immigration future différeront aussi de celles des vagues précédentes : venant plus de l'Est et moins du Sud, plus qualifiés, les nouveaux immigrants s'orienteront davantage vers les emplois tertiaires (vente, restauration, santé et services sociaux, informatique) que vers l'industrie et la construction. La France devra cette fois-ci réussir sa politique d'intégration, fondée sur cinq piliers essentiels : l'école, le travail, le logement, la

citoyenneté et la culture. Le droit à l'apprentissage de la langue française, assorti des moyens adéquats, est affirmé ; l'ouverture des professions fermées aux étrangers, le droit d'être électeur et éligible aux élections municipales pour les résidents étrangers sont préconisés.

Ce compte rendu rapide donnera une idée de la richesse de ce rapport, fruit d'un investissement massif du rapporteur. Deux réserves cependant : la première est liée au fait que la contribution présentée par la Délégation aux droits des femmes soit reprise en annexe et non intégrée au texte principal, car il est évident que l'intégration des femmes, doublement discriminées, a un effet multiplicateur puissant. On peut regretter aussi que la place accordée au Front national, à ses origines, aux causes de son émergence électorale et au frein qu'il a constitué à la politique d'intégration soit insuffisante. Cependant, en sortant du cadre franco-français qui a caractérisé la récente affaire du voile, en replaçant l'immigration dans sa dimension historique, « les défis de l'immigration future » dépassionnent le débat et éclairent notre avenir.

*Edith Archambault* ●

### **Local society and global economy**

*Siméon Karafolas, Roger Spear, Yohanan Stryjan. Ed. Hellin, Athènes, 2004, 495 p. (contact : [www.iwn.gr](http://www.iwn.gr)).*

Cet imposant et important ouvrage rend compte de l'essentiel des contributions à la rencontre organisée par le Technological Educational Institute of Western Macedonia et la section européenne du comité de recherche de l'Alliance coopérative internationale à Naoussa (Thessalonique, Grèce) dont nous avons rendu compte dans le numéro 285.

L'ouvrage comprend huit chapitres rassemblant vingt-neuf contributions. Ces huit chapitres sont les suivants : « La coopération de crédit » (cinq contributions) ; « Organisation et management coopératifs » (quatre contributions) ; « Les coopératives, l'Etat et la société civile » (cinq contributions), « Les coopératives dans

le développement local » (deux contributions) ; « Les coopératives agricoles dans les transformations sociales » (trois contributions) ; « Solidarités et qualité : les coopératives viticoles et oléicoles » (cinq contributions) ; « Les coopératives de tourisme et les femmes » (deux contributions) ; « Les modèles économiques des coopératives » (trois contributions).

Ces travaux témoignent d'une grande vitalité des recherches sur les coopératives en Europe, en provenance aussi bien d'Europe de l'Ouest que de l'Est, comme de Pologne, d'Ukraine, de Hongrie et de Bulgarie, et présentée devant des participants originaires de vingt-six pays.

Le titre de l'ouvrage fait écho à la problématique principale dans laquelle s'inscrivent les auteurs : les coopératives se sont généralement constituées dans le cadre de sociétés locales – le sociétariat est presque toujours lié à l'existence de sociétés constituées localement –, mais ces coopératives agissent dans le cadre d'une économie mondialisée. Une telle évolution laisse généralement supposer que l'économie globale tend à éloigner les coopératives de leur tissu social local. Les diverses contributions montrent que la réalité est autrement plus complexe. Des voies nouvelles sont

explorées par les coopératives qui témoignent au contraire qu'un ancrage local solide constitue souvent un atout pour affronter la mondialisation. Ces nouvelles voies sont souvent articulées à des facteurs de réussite, comme la qualité, la performance, les nouvelles technologies, l'éducation, les valeurs coopératives, le lien social, le rapport à l'Etat, le développement local.

Ces résultats sont d'autant plus intéressants qu'ils s'appuient largement sur des terrains « renouvelés », essentiellement en Europe de l'Est et du Sud, même si les travaux couvrent une aire géographique beaucoup plus large (Europe de l'Ouest et du Nord, Amérique latine, Québec, Japon, Afrique du Sud). Ces recherches s'appuient sur des travaux spécialisés sur les coopératives produits en Europe. On note qu'elles s'inspirent également largement de théories produites et valorisées dans les pays anglo-saxons, généralement non spécialisées sur les coopératives. Les théories anglo-saxonnes, sauf exception, sont les seules à être reprises transversalement par la majorité des travaux, à la différence des théories coopératives produites dans les autres langues et aux niveaux nationaux.

*Jean-François Draperi* ●